

LE MARDI 13 OCTOBRE 2026, AVEC ET AUX CÔTÉS DE LA JEUNESSE, RÉPONDRE DANS LA RUE !

COMMUNIQUÉ >> MONTREUIL, LE 9 OCTOBRE 2026



Soutien plein et entier au mouvement des lycéen·nes et étudiant·es

LA MACRONIE n'a qu'une réponse policière à offrir aux lycéen·nes et étudiant·es. 200 blessés·es parmi les manifestant·s, une main arrachée, une mâchoire fracassée, un œil crevé : voilà les conséquences dramatiques d'utiliser des armes de guerre contre la jeunesse !
L'UFSE CGT apporte son soutien plein et entier au mouvement et exige que la répression cesse.

Il faut prendre conscience du caractère disproportionné et arbitraire de l'usage de la force dans la réponse à la mobilisation, signe d'une véritable dérive de l'État de droit. Sur l'ensemble des deux ans qu'a duré le mouvement des gilets jaunes, on a dénombré 11 203 gardes à vue et 4 500 pendant les émeutes de 2023 suite. En deux semaines de mouvements lycéen et étudiant, on en comptabilise déjà 5 060 dont 4 400 mineurs ! C'est du jamais vu ! À l'évidence, la Macronie finissante n'a de cesse que de vouloir sacrifier et criminaliser la jeunesse.

Plus que jamais, l'UFSE CGT réitère que les lycéen·nes et les étudiants – comme l'ensemble du salariat – ont le droit de se réunir, de revendiquer, de manifester. **Elles et ils ne se laisseront pas intimider, nous non plus !**

Le mardi 6 octobre dernier, par centaines de milliers, elles et ils ont pris et manifester dans la rue pour réitérer leurs revendications. **Nous étions avec elles et eux.** Jeudi 8 octobre, elles et ils ont à nouveau cessé les cours, occupé la rue pour signifier à celles et ceux qui gouvernent leur détermination pour gagner sur leurs revendications. À Paris, c'était une véritable prise de La Bastille ! **Nous étions à leurs côtés.**

Non, Monsieur Lecornu, l'heure n'est pas à une pseudo-concertation dans les établissements et à l'ouverture de vagues chantiers sans budget. Les revendications sont claires : création de postes d'enseignantes, diminution du nombre d'élèves par classe, abandon de Parcoursup, droit aux bourses, aux APL, gratuité de l'enseignement, rénovation et entretien des bâtiments scolaires, démocratie lycéenne...

Les revendications des lycéen·nes et des étudiant·es sont les nôtres ! Nous exigeons des moyens pour les services publics, la rénovation du bâti public pour faire face à la crise climatique, des conditions de travail dignes, mais aussi le dégel du point d'indice et son indexation sur l'inflation. C'est pour des lois de finances et de financement de la sécurité sociale au service du progrès social, pour le service public et l'emploi public, que des centaines de milliers les agent·es publics étaient en grève et dans la rue, le 29 septembre dernier.

Alors que les parlementaires sont saisis du projet de loi de finances, **la copie proposée par Le gouvernement est à revoir complètement.** Elle doit répondre à toutes ces urgences !

Une nouvelle journée d'action(s) est d'ores et déjà appelée par le mouvement lycéen et étudiant le mardi 13 octobre prochain. **L'UFSE CGT appelle les agent·es publics à y participer – par tout moyen y compris la grève – aux manifestations qui seront organisées sur l'ensemble du territoire ce même jour.** Nous devons être auprès des jeunes pour les soutenir, pour protéger les cortèges, mais aussi pour exiger les moyens nécessaires à toutes nos revendications !

L'UFSE rappelle qu'un préavis a été déposé qui couvre l'ensemble de la Fonction publique de l'État jusqu'au 31 octobre.